

**Accord professionnel**  
**OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT**

---

ACCORD DU 7 SEPTEMBRE 2011  
RELATIF À L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL

NOR : ASET1251156M

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 régissant l'exercice des droits syndicaux des fonctionnaires territoriaux qui exercent leurs activités dans les offices publics de l'habitat ;

Vu le décret n° 2011-636 du 8 juin 2011 fixant les conditions particulières dans lesquelles s'appliquent les mises à disposition ou les décharges d'activités de membres des personnels des offices publics de l'habitat en vue de l'exercice d'activités syndicales pour lesquelles les OPH apportent une contribution financière (art. 20) et les conditions dans lesquelles est conclu l'accord collectif prévu par le décret (art. 58),

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

La fédération nationale des offices publics de l'habitat s'engage à contribuer à couvrir les dépenses afférentes aux coûts salariaux des personnels des OPH devant exercer un mandat syndical au plan national pour l'exercice du droit syndical dans les OPH lorsque ceux-ci bénéficient soit :

- d'une décharge totale ou partielle d'activité ou d'une mise à disposition totale ou partielle auprès d'une organisation syndicale, par décision du directeur général, à la demande de l'organisation syndicale concernée et après accord de l'intéressé ;
- d'une décharge d'activité ou d'une mise à disposition dans les conditions prévues par le décret n° 85-447 du 23 avril 1985 pris en application de l'article 100 modifié de la loi du 26 janvier 1984.

**Article 2**

La fédération des offices établit chaque année un budget de l'exercice des droits syndicaux au niveau national communiqué à la commission paritaire nationale.

Ce budget prévisionnel est défini en début d'exercice sur les prévisions de la contribution des OPH versée à la fédération (art. 1.5 du règlement intérieur de la fédération) et fixée à 8,54 € par salarié et par agent de la fonction publique territoriale de chaque office.

Le budget finance les mises à disposition ou les décharges d'activité mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> avec les frais de déplacement et autres frais engagés par les représentants syndicaux pour leurs participations aux réunions nationales, ainsi que les dépenses de fonctionnement de la commission nationale et des groupes de travail paritaires (frais et matériels de réunion) nécessaires à l'exercice des droits syndicaux au plan national, y compris les dépenses d'étude et de conseil y afférents.

### **Article 3**

La somme globale affectée à la contribution aux dépenses de salaires, traitements et charges sociales des personnels susceptibles de bénéficier d'une décharge d'activité ou d'une mise à disposition équivaut à la valeur totale des rémunérations annuelles brutes de base de 8 postes à temps plein de la catégorie III – niveau 1 du barème national des rémunérations de base des emplois des OPH, majoré des charges sociales.

Elle est répartie entre les organisations syndicales représentées à la commission paritaire nationale proportionnellement au nombre de voix obtenues sur le plan national lors des élections aux instances représentatives du personnel. A titre transitoire et jusqu'à la parution de l'arrêté du ministre chargé du travail sur la représentativité des organisations syndicales dans la branche des OPH, les résultats pris en compte sont ceux des dernières élections au conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

Les comptes de répartition des sommes correspondantes sont transmis à la commission paritaire nationale.

### **Article 4**

La répartition de la somme globale affectée à la couverture des dépenses de salaires, traitements et charges sociales est calculée au prorata des voix recueillies, comme indiqué à l'article 3, par chaque organisation syndicale représentée à la commission paritaire nationale des OPH, complétée le cas échéant du montant permettant de garantir à chacune des organisations la prise en charge d'au moins 1/4 de poste à temps plein.

Pour le calcul de la part minimale pouvant être garantie à chaque organisation syndicale, la participation à l'exercice des droits syndicaux au plan national est comptée comme la participation aux réunions des commissions paritaires nationales (CPN, CPNEF, observatoire des métiers et des qualifications, observatoire de la négociation collective) sur une année à raison de 7 heures par réunion, séance de préparation comprise, hors délais de déplacement.

Le montant pouvant être attribué à chaque organisation syndicale est plafonné à l'équivalent de 3 postes à temps plein.

### **Article 5**

Les salaires et traitements ainsi dus pour les personnels bénéficiant de décharges d'activité ou de mises à disposition pour l'exercice des droits syndicaux dans le cadre de la présente convention, ainsi que les charges sociales s'y rapportant, sont remboursés aux offices employeurs de ces personnels dans les conditions fixées ci-après.

Dans l'éventualité où, après remboursement aux offices employant des personnels déchargés d'activité ou mis à disposition auprès d'une organisation syndicale, un solde subsiste sur la part revenant à cette organisation, ce solde est versé à l'organisation, conformément aux stipulations de l'article 6.

### **Article 6**

Les prises en charge des salaires, traitements et charges sociales sont remboursées aux offices sur présentation trimestrielle de l'état des dépenses correspondantes en fonction des absences justifiées pour exercice des droits syndicaux au plan national.

Des acomptes à valoir sur le solde prévisionnel sont avancés par la fédération des offices aux organisations syndicales concernées au titre de l'article 5 ci-dessus, à raison de 20 % de ce solde prévisionnel, les 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, le solde étant régularisé au 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante au regard du recouvrement réel des contributions des offices au titre de l'année écoulée.

## **Article 7**

Les frais de déplacement engagés par les représentants syndicaux pour se rendre aux réunions paritaires nationales leur sont remboursés par la fédération conformément à l'article 10 du règlement intérieur de la commission paritaire, sur justificatif.

## **Article 8**

L'émargement des feuilles de présence aux réunions paritaires nationales servira de justificatif des participations à ces réunions. Ces participations seront communiquées, pour information, par la fédération aux OPH concernés.

Fait à Paris, le 7 septembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

FNOPH.

### **Syndicats de salariés :**

CFE-CGC ;

FNACT CFTC ;

SP CGT ;

UNSA territoriaux ;

FAFPT ;

FSPSS FO.